

Pour le service public d'éducation nationale Contre le projet de loi d'orientation Fillon

C'est avec un budget 2005 qui programme plus de 5 000 suppressions de postes dans l'Education Nationale que le Ministre Fillon présente aujourd'hui 15 février son projet de loi au Parlement.

Notre département est particulièrement touché :

- dans les collèges et les lycées, plus d'une centaine de postes sont supprimés.
- dans les écoles, la dotation de 15 postes est la plus faible que nous ayons connue.

Ce budget compromet la scolarisation en maternelle, supprime de nombreuses options dans le secondaire, entraîne l'augmentation des effectifs par classe et remet en cause l'éducation dans les quartiers difficiles.

L'académie de Nice restera lanterne rouge dans la plupart des domaines.

Le 20 janvier, la grève dans l'Education Nationale et les services publics a été très suivie. Nous étions près de 10 000 à manifester dans les rues de Toulon, des centaines de milliers au plan national !

Le samedi 5 février, c'est à nouveau près de 10 000 manifestants qui ont défilé à Toulon pour l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail, la défense des services publics. Défilé dans l'unité des salariés du secteur public et du secteur privé.

Le projet de loi d'orientation Fillon a déjà été massivement rejeté par le Conseil Supérieur de l'Education (où siègent les enseignants, les parents d'élèves, et les étudiants).

La diminution des recrutements et le non remplacement des départs à la retraite mettent en cause le service public d'éducation et compromettent l'avenir.

Le socle commun, c'est l'abandon de toute ambition éducative et culturelle publique.

Cette loi d'orientation menace des disciplines, comme l'éducation physique et sportive, l'éducation musicale et artistique, les sciences économiques et sociales... et met en péril de nombreuses options, ainsi que le caractère national du bac.

Ce projet est rejeté par l'ensemble de la communauté éducative.

Les lycéens ne s'y sont pas trompés en manifestant également contre ce projet, notamment le jeudi 10 février dans de nombreuses villes de France.

Ce projet de loi s'inspire ouvertement des directives européennes visant la casse de l'ensemble des services publics, pour les réduire à l'avenir à des "*missions d'intérêt général*" soumises comme les autres services aux lois de la concurrence et du profit.

Ensemble, ne laissons pas le gouvernement et le patronat mettre en place une école de la sélection sociale qui dirigerait les élèves des classes populaires et défavorisées vers des formations au rabais pour le seul besoin de l'économie néo libérale.

Tous ensemble, lycéens, étudiants, parents d'élèves, personnels de l'Education Nationale et avec l'ensemble des citoyens, défendons un service public d'éducation qui permette l'égalité des chances et la possibilité pour tous d'accéder à un enseignement de qualité et gratuit.

Sncl
FAEN

Ferc
CGT

FSU

Sgen
CFDT

SUD
Education

FCPE

UNL